

Première session du Comité préparatoire pour la quatrième Conférence Internationale sur le
Financement du Développement

Table ronde multipartite sur "Les entreprises et la finance privée nationale et internationale"

Jeudi 25 juillet 2024, 11h30 – 13h00

Note conceptuelle et questions directrices

Le Programme d'Addis-Abeba met l'accent sur le rôle de l'activité commerciale privée, de l'investissement et de l'innovation dans la stimulation de la productivité, de la croissance économique inclusive et de la création d'emplois. Pour soutenir une transition durable, le Programme d'Addis-Abeba souligne l'importance de l'action gouvernementale dans quatre domaines: i) favoriser un environnement propice à l'investissement privé; ii) mobiliser l'investissement privé à grande échelle pour le développement durable; iii) aligner les entreprises et la finance sur le développement durable; et iv) promouvoir l'inclusion financière.

Bien qu'il y ait eu des développements positifs depuis 2015, notamment la croissance des investissements durables et des progrès en matière d'inclusion financière, en grande partie grâce à la numérisation, de nombreux pays en développement sont confrontés à d'énormes défis pour mobiliser des ressources privées à grande échelle. Les investissements, y compris les IDE, ont ralenti considérablement après la crise économique et financière mondiale de 2008, avec seulement une reprise partielle par la suite, après une croissance rapide dans les années 1990 et au début des années 2000. Le coût du capital reste élevé pour de nombreux pays. Les investissements, tels que les projets d'énergie renouvelable, peuvent avoir des coûts de financement deux à trois fois plus élevés dans les pays en développement que dans les pays développés. Par conséquent, des projets qui seraient compétitifs dans les pays développés ne sont pas financièrement viables dans les pays en développement.

Afin de mobiliser l'investissement privé et changer systématiquement les pratiques commerciales et les schémas d'investissement privés, les incitations à la rentabilité et à la durabilité doivent être étroitement intégrées. Les efforts visant à créer un environnement favorable au secteur privé et à fournir des biens publics pertinents doivent être pleinement alignés sur le développement durable. En plus de renforcer des environnements favorables, des politiques ciblées pour promouvoir le développement du secteur privé - appelées politiques industrielles vertes ou durables - connaissent un renouveau à travers le monde. Cependant, de nombreux pays en développement font face à des contraintes fiscales et de capacités qui risquent de créer des déséquilibres. Une modalité de soutien ciblée est le financement mixte (« blended finance »). Le Programme d'Addis-Abeba a souligné le potentiel d'utiliser ce genre de financements concessionnels afin de mobiliser l'investissement privé et a élaboré des principes pour partager équitablement les risques et les récompenses entre les partenaires publics et privés. Cependant, à ce jour, seulement environ 213 milliards de dollars ont été mobilisés, bien en deçà des trillions projetés il y a une décennie, avec seulement une petite proportion canalisée vers les pays les moins avancés.

Au cours de la dernière décennie, les acteurs du secteur financier ont de plus en plus intégré les considérations de durabilité, alimentés en grande partie par l'augmentation des risques climatiques. Les investissements durables ont atteint 30.3 milliards de dollars en 2022, marquant une augmentation significative depuis 2015. Les institutions financières déploient de nouveaux produits et services alignés sur les objectifs de durabilité. Néanmoins, les actifs des fonds durables sont estimés à moins de 5 % du marché mondial des fonds en 2023, et les préoccupations concernant la persistance du désalignement, de la régression et du greenwashing sont nombreuses. Le défi principal reste de transformer l'intérêt substantiel pour l'investissement durable en changement transformateur dans les comportements commerciaux et les modèles d'investissement.

Pour y parvenir, les pays doivent créer les environnements favorables en subventionnant et incitant les investissements durables et en désincitant les stratégies d'investissement traditionnelles. Une des conditions préalables passe par l'amélioration constante des normes de gestion et de reporting du développement durable pour les acteurs privés. Cela passe par un dialogue global concernant l'interopérabilité des réglementations en finance durable adoptées au niveau local and régional (ex. lois sur le reporting, taxonomies), ainsi que le respect d'une vision de double matérialité au niveau global pour les lois sur le reporting.

Questions pour la Discussion

1. Création d'un environnement favorable à l'investissement privé
 - Quelles mesures, y compris parmi politiques nationales et subventions du secteur privé, sont nécessaires pour renforcer les marchés nationaux et attirer davantage d'investissements vers les pays en développement dans le contexte économique mondial actuel?
 - Quelles actions sont nécessaires pour créer un environnement propice à l'investissement durable et à l'activité commerciale?
 - Quelles réformes sont nécessaires aux règles internationales du commerce et d'investissement pour donner aux pays en développement un espace politique suffisant pour poursuivre des transformations industrielles durables, tout en évitant une montée du protectionnisme et une fragmentation accrue de l'économie mondiale?

2. Mobilisation de l'investissement privé pour le développement durable à grande échelle
 - Comment la communauté internationale peut-elle aider à réduire le coût élevé du capital dans les pays en développement?
 - Quels instruments peuvent aider à garantir l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises?
 - Quels sont les obstacles à l'augmentation du financement mixte (« blended finance ») y compris dans les pays les moins avancés? Quelles mesures et/ou instruments peuvent accroître le rôle des gouvernements nationaux et garantir que les

- risques et les rendements sont partagés équitablement entre secteur public et privé?
En quoi consisterait une nouvelle approche de blended finance?
- Comment les pays peuvent-ils améliorer la préparation des pipelines de projets, en collaboration avec les banques de développement nationales, régionales et multilatérales, ainsi que le système des Nations Unies?
3. Alignement des entreprises et de la finance avec le développement durable
- Quelles mesures supplémentaires ou renforcées sont nécessaires pour aligner le secteur privé avec le développement durable?
 - Comment peut-on éviter plus efficacement le "greenwashing" ?
 - Comment favoriser le dialogue des pays vers l'interopérabilité des réglementation sur la finance durable au niveau global (ex. normes reporting, taxonomies)?